

Le sport féminin résiste comme il peut

Entre matchs à huis clos et reports, les clubs se mobilisent pour garder le soutien du public et des sponsors

Les clubs de la première division féminine de handball pensaient en avoir fini avec le format des playoffs. Ces phases finales, où un petit nombre d'équipes classées aux premières places de la saison régulière s'affrontent pour déterminer la championne, avaient été supprimées cette saison. L'épidémie persistante de Covid-19 en a décidé autrement.

Face aux multiples reports de rencontres, la Ligue féminine de handball a choisi d'interrompre le championnat au terme des matchs aller et de réinstaurer cette formule pour espérer boucler la saison : à partir de samedi 27 février, huit équipes s'affrontent pour le titre, tandis que six se battront pour ne pas descendre en deuxième division.

Ce changement de cap en cours de saison illustre les difficultés auxquelles sont confrontés, dans leur ensemble, les sports collectifs féminins en France pour maintenir coûte que coûte leurs compétitions et, ce faisant, essayer de préserver une partie de leurs budgets. Après l'arrêt brutal des saisons en mars 2020, lors du premier confinement, ces différents championnats élites avaient pourtant repris sans trop de casse à la rentrée. Ils ont même pu poursuivre les compétitions pendant le deuxième confinement à l'automne – seul le rugby s'est interrompu avant de reprendre à la fin du mois de janvier.

Mais pouvoir continuer à jouer n'est pas pour autant gage de sérénité. En tout cas sur le plan financier. Tout autant que leurs homologues masculins, les clubs féminins de l'élite sont confrontés aux effets de la crise provoquée par l'épidémie, alors que leurs bases n'étaient déjà pas nécessairement solidement assurées.

A Clermont, cinq clubs jouent l'union

Partant du constat que « le sport féminin est plus fragile, encore plus avec [le] Covid », comme l'explique la présidente du club de volley de Chamalières (Puy-de-Dôme), Mylène Toubani-Bardet, cinq clubs de Clermont-Ferrand et ses environs, issus de sports différents (ASM Romagnat rugby féminin, Volley-Ball Club Chamalières, Handball Clermont Auvergne Métropole, Clermont Foot 63 féminin, ASM Football féminin) ont décidé d'unir leurs forces. Créée mi-janvier, leur structure commune, Sport féminin & Co, doit notamment leur permettre de démarcher plus efficacement des sponsors d'envergure nationale. « L'idée, c'est que ce soit un bonus, qui apporte de la visibilité, de la crédibilité et de la stabilité », explique Mylène Toubani-Bardet, qui en est la coprésidente.

Les revenus issus de la billetterie sont à zéro en raison du huis clos. Les entreprises partenaires réduisent leurs investissements. Et ce ne sont pas les droits télévisés qui peuvent contribuer à sauver la mise : pour les sports collectifs féminins, ils sont inexistantes. Seules les aides publiques ont été plus stables.

Le président de l'ASPTT Mulhouse, Simon Muller, dont l'équipe occupe la première place du championnat de volley, estime à 250 000 euros le déficit du club pour la saison, avant les aides, pour un budget de 1,75 million. « La billetterie, c'est 40 % de notre budget » de presque 1,9 million d'euros, témoigne également Marie-Laure Lafargue, la présidente de Basket Landes. Le club de Mont-de-Marsan a demandé à bénéficier du mécanisme de compensation partielle de billetterie mis en place par l'Etat. Les clubs professionnels peuvent aussi bénéficier d'exonérations de cotisations pour les trois derniers mois de 2020.

« Loin des yeux, loin du cœur »

Dans ce contexte, les efforts des clubs se concentrent sur le maintien du lien avec le public et les sponsors. Certains deviennent leur propre diffuseur sur les réseaux sociaux, pour donner à voir au premier et être vus par les seconds, avec l'assentiment des fédérations. « On essaie de donner un maximum de visibilité à nos matchs à domicile. Ils sont diffusés depuis début décembre sur une télévision locale, mais nous finançons la production », détaille Simon Muller. En basket, la Ligue féminine a trouvé un accord avec La Chaîne l'Équipe pour diffuser en clair plusieurs matchs de la saison.

Les jours de match sont toutefois davantage que des recettes de

billetterie. Pour nombre de clubs, c'est aussi un moment privilégié pour récompenser les entreprises partenaires. Les sponsors locaux nouent des liens entre eux en marge des rencontres, ce dont ils sont désormais privés.

« Loin des yeux, loin du cœur », résume Jean-François Lombard, le président du club de rugby de Lons (Pyrénées-Atlantiques). « A nos partenaires, on ne donne pas tant de la visibilité que du lien humain. Le rugby féminin, c'est une niche », poursuit-il. Les recettes du club dans ce domaine ont baissé de 60 %.

Le président du club de Lons peut déjà se rassurer un peu avec le maintien du club, obtenu dimanche 21 février lors du premier match officiel disputé en quatre mois. Car c'est, là aussi, une autre menace pour certains clubs : celle d'une rétrogradation, qui, dans l'environnement actuel, est loin d'être anodine. Les effets financiers pourraient encore davantage mettre à mal des équipes déjà fragilisées. « L'impact est important. Les équipes qui vont s'affron-

ter pour la descente sont en difficulté », convient Camille Comte, l'entraîneur de Bourg-de-Péage (Drôme), dernière équipe qualifiée dans le haut du classement du championnat féminin de handball. « En volley, une descente en deuxième division signifie un statut semi-pro ou amateur, c'est un gouffre, renchérit la présidente de Chamalières (Puy-de-Dôme), Mylène Toubani-Bardet. Deux clubs vont être relégués sur 15. Comme le classement est serré, c'est compliqué à gérer : on sent que les entreprises partenaires attendent encore plus avant de s'engager. »

« Les abonnés vont-ils revenir ? »

Les clubs sont déjà tournés avec appréhension vers la prochaine saison. « Habituellement, plus de la moitié de nos 2 600 places sont occupées par des abonnés. Mais vont-ils tous revenir quand la situation sera revenue à la normale ? », s'interroge Marie-Laure Lafargue. « Je n'arrive pas à imaginer qu'on puisse refaire une saison comme on le fait maintenant », s'inquiète Simon Muller.

« Le sport féminin a été oublié des réflexions sur le sport de l'après-Covid »

CAROLE GOMEZ
directrice de recherche à l'IRIS

Avant la crise, le sport féminin évoluait dans un environnement porteur, et les équipes augmentaient leur budget régulièrement. « Presque toutes les fédérations avaient mis en place des politiques de féminisation », que ce soit au niveau des licenciés ou parmi les dirigeants – même si les femmes restent très minoritaires à ce niveau –, ajoute Marie-Françoise Potereau, présidente de Femix Sport, association qui accompagne le développement du sport féminin.

La dynamique s'est affaiblie depuis un an. « Le sport féminin a été oublié des réflexions sur le sport de l'après-Covid, même s'il y

a eu un frémissement en janvier avec la semaine « Sport féminin toujours », impulsée par le Conseil supérieur de l'audiovisuel, regrette Carole Gomez, directrice de recherche à l'Institut de relations internationales et stratégiques.

Le report du Tournoi des six nations de rugby féminin, prévu désormais début avril dans un format allégé, a été perçu comme un mauvais signal, alors que le tournoi masculin, lui, a été maintenu. Les différentes fédérations ont également été moins actives, beaucoup devant gérer, en plus de la crise sanitaire, le renouvellement de leurs instances dirigeantes. « Les élections à la Fédération française de football en mars et surtout au Comité national olympique et sportif français en juin seront intéressantes à suivre pour la place qu'elles vont accorder au sport féminin », note M^{me} Gomez.

Il sera ensuite temps de rebondir vite dans la perspective des Jeux et se projeter dans l'après-2024. ■

FLORIAN SOENEN



Les joueuses du Volley-Ball Club Chamalières lors d'un match contre Paris, le 28 janvier 2020, à Paris. AUDE ALCOVER/ICON SPORT

A l'OM, Eyraud perd son « combat » contre les supporteurs

Le président marseillais a été écarté, vendredi soir, par le propriétaire Franck McCourt et remplacé par le directeur sportif, Pablo Longoria

MARSEILLE, correspondant

Encore une fois à l'Olympique de Marseille (OM), les pressions populaire et politique ont été les plus fortes. Après plusieurs semaines d'un soutien qui tournait à l'aveuglement, alors que les murs de la ville se couvraient de messages hostiles et que les élus locaux multipliaient les critiques, le propriétaire de l'OM, l'Américain Franck McCourt, a lâché le président du club, Jacques-Henri Eyraud.

Un simple communiqué diffusé par l'agence de communication française de M. McCourt, Image 7, a annoncé la nouvelle. Le président de l'OM est démis de ses fonctions, lui qui, quelques heures auparavant, consultait encore tous azimuts pour tenter de sortir de la crise sans quitter son poste.

Arrivé à l'OM en octobre 2016 en poisson-pilote de l'investisseur américain, M. Eyraud est sèche-ment remplacé par l'Espagnol Pablo Longoria, directeur du foot-

ball qu'il a embauché à l'été 2020. En charge du recrutement et de la politique sportive du club, M. Longoria, 34 ans, est propulsé à la présidence du directoire et à la présidence de l'OM moins d'un an après avoir découvert Marseille et son ambiance bouillante. Ancien recruteur pour Newcastle, Bergame et la Juventus Turin, puis directeur sportif à Valence, il ne possède aucune expérience d'une telle fonction et devient le plus jeune président de Ligue 1. « Pablo est agile et moderne et c'est un gros travailleur », assure, avec confiance, un de ses ex-collaborateurs.

« JHE », lui, ne quitte pas l'OM puisque Franck McCourt a annoncé qu'il rejoint le comité de surveillance du club. L'entrepreneur, diplômé d'Harvard, paye cash son incapacité à reprendre le dialogue avec les groupes ultras, mais aussi une attitude que bon nombre de Marseillais, jusqu'aux élus locaux, ont vécue comme de l'arrogance à leur égard.

Son départ met fin à plusieurs mois d'une guerre sans merci. Un conflit avec les clubs de supporters, engagé dans une voie sans retour depuis l'envahissement de La Commanderie, le centre d'entraînement de l'OM, le 30 janvier.

A ce déferlement de violence, Jacques-Henri Eyraud a répondu par une contre-attaque brutale émaillée d'erreurs de communication, comme cette tirade prononcée sur la chaîne Téléfoot dénonçant « l'OM du chaos, l'OM des magouilles, de la chronique judiciaire, des affaires ».

Ce départ clôt une guerre engagée dans une voie sans retour depuis l'invasion de La Commanderie

Une sortie vue comme un reniement de l'histoire du club par nombre de supporteurs. C'est « une atteinte impardonnable à un patrimoine commun qu'un président est censé défendre », s'étonne encore l'ancien secrétaire général du club et vice-doyen de la faculté des sciences du sport Pierre Dantin.

Apaiser les rancœurs

En incitant la justice à sanctionner vite et fort, en diffusant les images de l'envahissement de La Commanderie dans les médias et en adressant une mise en demeure aux groupes de supporteurs pour les menacer de rompre unilatéralement la convention les liant au club, Jacques-Henri Eyraud a créé les conditions d'un divorce irrattrapable. L'arrestation de figures du Stade-Vélodrome, comme le leader du Commando Ultra, Christophe Bourguignon, ou celui des South Winners, Rachid Zeroual, a ajouté à la colère locale.

Au-delà de son incapacité à prendre en compte la dimension émotionnelle du club, Jacques-Henri Eyraud supporte aussi les conséquences d'un bilan personnel sans rapport avec ses ambitions : déficit financier rendu encore plus lourd par la crise du Covid-19, résultats sportifs décevants, politique de formation qui n'a pas décollé. Son conflit avec l'entraîneur portugais André Villas-Boas, qui a abouti à une mise à pied du coach après qu'il a annoncé sa démission, a miné la saison. Tout comme les licenciements à répétition de cadres administratifs du club.

La rumeur récurrente d'une vente à des investisseurs saoudiens – toujours officiellement démentie par l'OM et les acheteurs potentiels – a fini de lézarder l'édifice. En aparté, le président Eyraud évoquait des « tentatives de déstabilisation » venues d'anciens joueurs, présidents ou agents écartés du club, pointant notamment « le clan Tapie ».

Frank McCourt veut désormais reprendre la main sur le club et apaiser les rancœurs. Il sera à Marseille la semaine prochaine pour rencontrer les groupes de supporteurs et les élus. Pour mieux rebondir, il a également officialisé vendredi l'arrivée de l'entraîneur argentin Jorge Sampaoli. Coach explosif et offensif, passé par Séville, les sélections argentine et chilienne et qui vient de boucler une saison au Brésil à l'Atlético Mineiro en se faisant expulser après avoir menacé un arbitre, Sampaoli sera bientôt à Marseille.

Cette double révolution ne signifie pas forcément que la situation va s'apaiser. Face à une vision qu'ils estiment trop mercantile, les fans défendent un club populaire, respectueux de l'identité locale. « On n'est pas là pour se cacher : on va jouer dur. L'OM est un club du peuple et je me sens moi-même dans cette chaleur », a promis Jorge Sampaoli. A Marseille, tout le monde attend pour voir. ■

GILLES ROF